

**. Lutte contre l'analphabétisme .**

# Le Maroc mise sur l'éducation non formelle

*Dans le cadre d'une coopération avec le Secrétariat d'Etat marocain chargé de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle, l'association marseillaise Espace pédagogie formation France (EPFF) met en place un dispositif pédagogique adapté aux situations d'éducation non formelle pour les enfants non ou dé-scolarisés.*

**P**our accompagner sa grande campagne d'éradication de l'analphabétisme, entamé il y a quatre ans, le Maroc a créé deux directions au sein de son ministère de l'Education nationale\*. La première, dédiée à l'éducation non formelle s'intéresse à l'alphabétisation des enfants non ou dé-scolarisés. L'objectif est en trois ans, de parvenir à les réinsérer dans le système formel, les plus âgés étant orientés vers des formations qualifiantes ou diplômantes et l'insertion professionnelle. La seconde concerne plus précisément l'alphabétisation des adultes.

L'équipe de l'Education non formelle a d'abord défini des typologies d'enfants et des programmes spécifiques leur correspondant (enfants déjà insérés dans le monde économique, simplement déscolarisés...) afin de pouvoir les atteindre et les scolariser. Cette réponse, une fois constituée, a été confiée à des ONG ou des associations sous la tutelle indirecte du secrétariat d'Etat, comme Enda Maghreb. Celle-ci, qui cherchait à harmoniser la formation des formateurs, a contacté l'association marseillaise Espace pédagogie formation France (EPFF). Cet organisme de formation

spécialisé notamment dans les formations de mises/remises à niveau et l'acquisition des savoirs de base, intervient donc depuis 2001 au Maroc pour la Direction de l'éducation non formelle dans le cadre d'un dispositif\*\* sous la responsabilité pédagogique de Françoise Grüdler, responsable formation de l'EPFF. Il comprend une formation aux pédagogies modernes dispensée aux cadres régionaux de l'éducation nationale marocaine, le transfert des compétences vers les animateurs de terrain, la collaboration à l'élaboration des documents pédagogiques et des fiches didactiques pour les animateurs. Une première phase de fai-

sabilité menée à Rabat en 2001, a porté sur la conception d'outils spécifiques sur la base de la pédagogie différenciée de l'EPFF. "Nous proposons depuis dix ans une ingénierie de formation et une expertise en méthodes d'intervention pédagogique qui permet d'élaborer les dispositifs de formation vers tout public, enfant, jeune et adulte, les plus appropriés aux besoins des apprenants", explique Brigitte Perruque, directrice de l'EPFF. Mais il fallait parvenir à construire une réponse harmonisée sur l'ensemble du territoire. "Nous avons alors décliné sur place l'approche métacognitive "Apprendre à apprendre" qui

consiste notamment en une modification de la posture de médiation des savoirs afin de comprendre l'enfant en difficulté dans sa globalité".

Les 46 cadres du ministère de l'Education nationale marocaine, qui ont bénéficié d'une formation spécifique de cinq semaines par an durant trois ans, sont maintenant chargés de transférer cette compétence à l'ensemble des animateurs sur le territoire. Ce transfert a débuté en 2005 et se poursuivra jusqu'en 2007, accompagné par l'EPFF. L'outil de formation, élaboré au fur et à mesure, est aujourd'hui traduit en arabe dialectal. Tout au long de l'année 2005, l'expérimentation du transfert dans les régions permettra de réguler les problèmes rencontrés (remédiation) et de finaliser les pratiques pour construire des réponses didactiques et des supports qui seront réalisés en 2006.

\*Ces directions ont par la suite été rattachées à un Secrétariat d'Etat dédié.

\*\* Cofinancé par les affaires internationales du Conseil général et la délégation à la solidarité et à lutte contre les exclusions de la Ville de Marseille.

► EPFF : 93, rue Paradis, 13006 Marseille, Tél. 04 91 37 33 24, Courriel : epff@wanadoo.fr

## sommaire

### 2 entre nous

Nouveau bureau pour Medcoop.

### 3 développement local

Lancement officiel du centre GDLN de Marseille.

### 4 culture et formation

ID Méditerranée conforte son savoir-faire dans les projets européens.

### 5/6 développement économique

Maroc : allier respect de l'environnement et rentabilité .

Le groupe d'Aix se penche sur le désengagement de Gaza.

### 7 euromed

La Commission interméditerranéenne de la CRPM plaide pour une Europe plus solidaire.

### 8 questions à...

Thierry Fabre, représentant pour la France de la Fondation Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures : "Barcelone et la culture ? Un rendez-vous manqué !"

## édito

### UN NOUVEAU BUREAU POUR MEDCOOP

Le conseil d'administration de Medcoop a élu le 9 juin 2005 un nouveau bureau : **Président**, Philippe Langevin ; **Secrétaire adjoint**, Jean-Baptiste Lanaspèze ; **Secrétaire**, Pierre Lefèvre ; **Trésorier**, Daniel Orlando ; **Trésorier adjoint**, Philippe Zanin. L'assemblée générale a élu un nouvel **administrateur** : Judith Kerner, chef de projet pour Batik International.

### MEDCOOP.COM RÉFÉRENCÉE BARCELONE

La Lettre Medcoop est officiellement référencée par l'Union européenne dans le cadre des actions liées au 10<sup>e</sup> anniversaire de Barcelone, pour les pages qui sont consacrées dans chaque numéro au bilan du processus et à la prospective du partenariat.

### LE CMCA À SUNNY SIDE OF THE DOC

Pour la première année, le CMCA, membre de Medcoop, sera présent au grand rendez-vous international du documentaire, le Sunny Side of the Doc, qui se tiendra à Marseille du 29 juin au 2 juillet prochains. Elle aura son stand – son "ombrelle" – où elle accueillera trois partenaires amis : Cinéma au Soleil, CAP (regroupement de 26 producteurs corses) et l'ERT-ET1, télévision grecque. Pour eux, l'objectif sera – bien sûr – de présenter leurs productions. Pour le CMCA, ce sera l'opportunité pendant quatre jours d'avoir une vitrine sur ses activités en matière de coopération, de formation et de suivi de documentaires. Par ailleurs, le Prix du documentaire et du reportage méditerranéen se déroulera finalement en Sicile, à Syracuse, dans la semaine du 10 au 16 octobre prochains.

*Au moment où je prends mes fonctions de président de Medcoop, je tiens tout d'abord à rendre hommage aux deux présidents précédents, Daniel Carrière et François Lapena qui ont animé avec détermination notre association. La promotion de la coopération décentralisée, dans un monde dominé par la puissance politique des grands Etats et le pouvoir économique des grands groupes industriels et financiers ne va pas de soi. Elle ne se ramène pas à la maîtrise d'outils techniques, à la connaissance des réseaux financiers ou à la gestion d'un carnet d'adresses. Elle exige de forts engagements au nom d'une conception commune du combat contre les inégalités, une ambition pour rapprocher des territoires que tout oppose, une volonté pour initier par le bas, c'est-à-dire par le territoire du développement local, un autre modèle de développement.*

*C'est toute l'ambition de Medcoop ; hier et aujourd'hui. Je remercie les administrateurs qui m'ont fait confiance pour permettre à cette association d'associations de continuer à fédérer les acteurs de la coopération décentralisée, de porter un message clair sur l'état du monde et de participer, modestement mais avec détermination, aux changements qui s'imposent pour relier des peuples et des territoires.*

*Au niveau interne, Medcoop doit rapprocher tous les mouvements qui se reconnaissent dans sa charte : par le dialogue, l'échange d'expériences, la mutualisation de ressources, l'aide au montage de projets, la recherche de financements mais aussi le partage de convictions sur une éthique du développement. Au niveau externe, Medcoop entend accompagner les collectivités territoriales de la région dans leurs politiques de coopération décentralisée et mettre à leur disposition, si elles le souhaitent, les compétences de son réseau.*

*Dans un monde guetté par l'indifférence ou attaché aux seules retombées financières de ses actes, Medcoop doit rester le lien qui réunit, où qu'ils soient, les hommes de bonne volonté.*

**Philippe Langevin, président de Medcoop**

### L'APARE/GEC PUBLIE SUR SON SITE SES PROGRAMMES CAMPUS ET CHANTIERS 2005

- Campus : [www.apare-gec.org/gec\\_fr/camprog.html](http://www.apare-gec.org/gec_fr/camprog.html)
- Chantiers : [www.apare-gec.org/apare\\_fr/chlist.htm](http://www.apare-gec.org/apare_fr/chlist.htm)

### DÉCLARATION DU FORUM CIVIL SUR INTERNET

La Déclaration finale du Forum Civil euroméditerranéen, qui a eu lieu au Luxembourg du 1<sup>er</sup> au 3 avril, se trouve sur Internet à l'adresse suivante : [www.euromedforum.org](http://www.euromedforum.org)

### LES 10 ANS DE BARCELONE : RAPPORT EUROMeSCO ET CONTRIBUTIONS D'EXPERTS EN LIGNE

Le rapport faisant le bilan des dix ans de Processus de Barcelone et préparé par le réseau euroméditerranéen des instituts de politique étrangère, EuroMeSCO, soutenu par MEDA, est disponible en ligne en anglais sur le site d'EuroMeSCO, de même qu'une douzaine de contributions demandées à des experts dans le cadre des travaux préparatoires du rapport. [www.euromesco.net](http://www.euromesco.net)

### PENSÉE DE MIDI

Le nouveau numéro de la revue La pensée de midi "Quel XXI<sup>e</sup> siècle ?" vient de paraître. Sommaire en ligne : [www.lapenseedemidi.org/actu.html](http://www.lapenseedemidi.org/actu.html)  
Abonnement : [www.lapenseedemidi.org/abonn.html](http://www.lapenseedemidi.org/abonn.html)

medcoop.com  
abonnement

**OUI**, je m'abonne à *medcoop.com* pour 6 numéros par an au prix de 20 € TTC.

**OUI**, je soutiens *medcoop.com* pour 6 numéros par an au prix de 80 € TTC.

Nom ..... Prénom ..... Signature

Société, association.....

Profession.....

Adresse .....

Code postal..... Ville .....

Tél..... Fax .....

Medcoop - BP 30077 - 13192 Marseille Cedex 20 - Tél. 04 91 05 98 92

## V<sup>e</sup> Rencontres interuniversitaires d'économie sociale et solidaire

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'économie sociale et solidaire représente plus de 11% des entreprises géant plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaire annuel, 12,4% de l'emploi et 760 000 bénévoles. Elle représente une force économique à part entière qui a choisi d'entreprendre autrement sans la domination du capital sur l'homme. Elle est innovante et réussit là où l'économie classique ne donne pas de réponse. Le Conseil régional Paca a accueilli, les 11 et 12 mai 2005, les V<sup>e</sup> Rencontres interuniversitaires d'économie sociale et solidaire. Organisées par le Centre d'économie et de finances internationales (CEFI) et l'IUT d'Aix-en-Provence, ce colloque portait plus précisément sur le thème des territoires.

## La Marche mondiale des femmes passe par Marseille

Partie le 8 mars 2005, de Sao Paulo au Brésil, la Marche Mondiale contre les violences et la pauvreté, porteuse de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité, qui doit passer dans cinquante-trois pays, a fait sa halte européenne en France, à Marseille les 28 et 29 mai derniers avec le soutien du Collectif 13 Droits des Femmes de Marseille. A la veille de cette Marche Mondiale, le Forum femmes Méditerranée et l'Institut de la Méditerranée organisaient une rencontre sur le thème Femmes de la méditerranée: entre violences et stratégies de liberté : "Femmes et développement solidaire", "Egalité en droit pour toutes et tous". Les travaux visaient à montrer le rôle des femmes dans l'espace de l'Europe et de la Méditerranée, ainsi que celui de Marseille dans le soutien aux initiatives des femmes pour l'égalité des droits, le développement solidaire et la dignité humaine.

## Lancement officiel du centre GDLN de Marseille

Le centre marseillais du GDLN (Global Development Learning Network), réseau mondial d'échange de connaissances pour le développement, sera officiellement inauguré le 20 juin 2005. A cette occasion, trois journées portes ouvertes (20-22 juin) ont été organisées pour permettre aux partenaires et aux utilisateurs potentiels d'en découvrir les possibilités. Situé dans les locaux de la Banque mondiale, Villa Valmer, le centre de Marseille permet de se connecter aux autres centres situés sur le pourtour méditerranéen, dans les pays d'Afrique du nord et du Moyen

Orient et d'organiser dans les meilleures conditions des séances de discussions, d'échanges ou de consultations à travers de la visioconférence interactive et toute une palette d'outils multimédias.

Les possibilités offertes aux acteurs du développement sont multiples : réunions avec des participants répartis sur plusieurs sites, formation à distance, comités de pilotage de projet, cellules de crise, etc. Les gains en termes de temps, de dépenses énergétiques (et donc en CO<sub>2</sub> émis), et en termes financiers sont particulièrement significatifs. Ce type de

plateforme, en permettant de concentrer les moyens humains et financiers sur l'essentiel, a vocation à être de plus en plus utilisée dans le cadre de la coopération internationale pour le développement.

Au-delà des seuls centres de la région Méditerranée, Maghreb et Moyen Orient, le centre GDLN de Marseille peut être connecté à un réseau mondial couvrant près de 200 sites, incluant notamment les autres centres affiliés au GDLN et les bureaux régionaux de la Banque mondiale.

► Infos sur : [www.gdln.org](http://www.gdln.org)

## Marseille : trois jours pour réhabiliter l'architecture traditionnelle méditerranéenne

Le programme Réhabimed, auquel participe le Centre méditerranéen de l'environnement, membre de Medcoop, et sa délégation marocaine, organise son colloque régional en septembre à Marseille. Financé dans le cadre d'Euromed Heritage, Réhabimed vise à promouvoir la réhabilitation de l'architecture traditionnelle méditerranéenne. Le symposium régional de Marseille (du 23 au 25 septembre) constituera la première présentation publique du programme. Il réunira des experts de tous les pays du bassin méditerranéen, qui mettront en commun

leurs points de vue et débattront des stratégies politiques, des modèles de gestion et des techniques actuelles de réhabilitation. Le travail commun de ces professionnels de l'architecture, de l'urbanisme, des sciences humaines et de la politique offrira des réponses du XXI<sup>e</sup> siècle au défi qui consiste à définir les voies pour la revitalisation de l'architecture traditionnelle présente dans les centres historiques des villes et dans les noyaux ruraux disséminés sur l'ensemble du territoire. Au programme : l'habitat méditerranéen ; la réhabilitation urbaine ; la ré-

habilitation du bâti, avec la visite d'opérations de réhabilitation.

A noter également, la Rencontre internationale sur le patrimoine architectural méditerranéen - RIPAM 2005 organisée du 26 au 28 septembre par la Faculté des sciences de l'université Moulay Ismail à Mekhès au Maroc. Les débats porteront sur les typologies architecturales et les systèmes constructifs, sur la connaissance des matériaux, des techniques et des méthodes de conservation.

► [www.rehabimed.net](http://www.rehabimed.net)

► [www.fsme.ac.ma/ripam2005](http://www.fsme.ac.ma/ripam2005)

## Concours de nouvelles des femmes de la Méditerranée

Le jury international du 11<sup>e</sup> concours de nouvelles des femmes de la Méditerranée, organisé par Le Forum Femmes Méditerranée de Marseille, sur le thème "Corps" a récompensé en avril dernier 16 nouvelles sur les 209 reçues. Le Grand Prix de la Méditerranée récompense cette année deux lauréates (Turque et Bosnienne) que le jury n'a pas su départager : Nibel Genç : "Les larmes qui sentent la pluie" (Turquie) et Nada Salom : "Lui, elle, cela" (Bosnie). Les lauréates seront accueillies à Marseille à l'occasion du colloque "Femmes : Visibilité, Invisibilité", qui se tiendra à l'Alcazar les 14 et 15 octobre 2005. Pour 2006, le thème du concours est "Le temps qui passe".

Le concours s'adresse aux femmes des pays du pourtour méditerranéen n'ayant jamais publié (exception pour les personnes éditées à compte d'auteur) qui doivent envoyer leurs textes avant le 30 novembre 2005 à l'association : Forum Femmes Méditerranée de Marseille. 74, Rue Longue des capucins - 13001 Marseille. Tél : 04 91 91 14 89 - Fax : 04 91 90 92 21. Courriel : mediatrice.ffm@wanadoo.fr

Retour sur

## les Nuits métis La Saoura

Suite au Festival Nuits Métis La Saoura qui a eu lieu en mars 2005 à Béni Abbès et à trois années de collaboration, les associations françaises Nuits Métis-ASF et l'association algérienne Hillal La Saoura, se sont données rendez-vous, le 14 juin 2005 pour faire un point sur leurs projets futurs de coopération. Au programme : un compte-rendu du Festival 2005, un point sur la signature en cours d'une convention de partenariat de trois ans entre la Ville de Septèmes-les-Vallons et APC de Béni Abbès. Mais aussi le point sur le chantier jeune avec les jeunes de Septèmes-les-Vallons qui réhabilitent une maison traditionnelle à Béni Abbès, la rencontre avec le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) et la présentation du projet de créer une nouvelle association fédératrice et spécifique pour les échanges avec Béni Abbès et Septèmes-les-Vallons.

## ID Méditerranée conforte son savoir-faire dans les projets européens

ID Méditerranée fait partie des 25 partenaires (parmi 120) du programme Euromed Héritage II sélectionnés pour participer à un cycle de formations au montage de dossiers/ projets européens proposés par le Régional Management Support Unit (RMSU\*) de Rome. Un premier séminaire international de formation a eu lieu à Mohammedia (Maroc) sur "Le montage de dossiers et projets européens", puis, au mois de juin, une deuxième session sur "le management de projets" avant d'aborder en juillet le volet "Communication", essentiel pour donner de la visibilité aux projets et diffuser les ré-

sultats. Cette formation suivie avec succès par ID Méditerranée lui permet de conforter son savoir-faire en ingénierie de projets européens et d'envisager de postuler à des projets de coopération euroméditerranéenne à soumettre à Bruxelles.

Par ailleurs, ID Méditerranée prévoit une mission en Kabylie pour fin juin/début juillet dans la région de Béjaïa pour un projet d'alimentation en eau potable sur le village d'Aguemoun sur la thématique "Eau et femmes rurales". Il s'agira aussi de valider un partenariat local à rechercher en Kabylie et à construire avec le Centre social marseillais La Castella-

ne sur le même "coeur de métier" : l'ingénierie d'animation socio culturelle et les chantiers échanges de jeunes. Les partenaires sont pressentis avec le Centre Culturel de Béni-Yenni et avec le Centre culturel de Ain El Hammam en Haute Kabylie à 30 kilomètres de Tizi Ouzou. Ce projet est identifié dans le cadre du dispositif DSU avec l'antenne Nord Littoral.

\* Le RMSU est un organisme mis en place par Bruxelles pour coordonner et appuyer les projets à l'oeuvre dans le cadre de Euromed Héritage.

► ID Méditerranée : 4, rue Barthélémy, 13001 Marseille. Tél. 04 96 12 63 01 - Courriel : idmediterranee@free.fr

## Babel Med Music : le nouveau marché des Musiques du monde

"Nous avons voulu, avec cette première édition de Babel Med Music, à Marseille du 30 mars au 2 avril 2005, créer un événement autour des musiques du monde", explique Sami Sadak, musicologue et directeur artistique avec Bernard Aubert de la manifestation réalisée grâce à Latissimo (Fiesta des Suds) avec l'appui principal du Conseil régional Paca. "D'abord un marché pour permettre aux professionnels, artistes, tourneurs, radios, labels de disques, presse... de se rencontrer." Mettant avant tout l'accent sur la richesse des musiques du monde en Paca, la rencontre s'inscrit dans l'esprit d'une Méditerranée ouverte au monde : "Des

musiciens sont venus du Liban, de Mauritanie, de Cuba, du Brésil ou d'Azerbaïdjan."

80 stands étaient tenus par des professionnels, qui ont pu participer à trois jours de débats autour des problèmes des musiques du monde dans la mondialisation, de leur place dans les radios commerciales et de la façon dont elles sont perçues par les radios associatives.

Trois prix ont également été remis : à Juan Carmona, artiste des musiques du monde de l'année (prix Babel Med Music) ; à A Filetta pour leurs 25 ans de carrière (prix Caisse d'épargne) ; à Loop et au Trio Delizioso (prix Phonopaca). Professionnels et public

ont répondu à l'appel puisque 8 000 personnes environ ont assisté aux différents concerts. Riche par ses échanges d'idées et ses prises de contacts, ce type de marché, qui n'existait pas en Méditerranée pourrait bien prendre racines à Marseille. "La ville a une place à prendre dans les musiques du monde dont elle est symboliquement un carrefour. Nous avons également intégré la notion d'échanges équitables par une autre forme de valorisation et par la prise en charge et la rémunération des artistes. L'édition 2006 devrait avoir lieu à la mi-mars, pour mieux répondre aux besoins des professionnels."

## L'Adeci aide à identifier ses partenaires

L'Adeci, membre de Medcoop, participe à un programme de compagnonnage industriel entre Pmi françaises et des entrepreneurs de même métier au Maghreb et en Afrique, en vue de l'établissement de relations de partenariat. Ce programme, doté de moyens financiers publics, permet d'identifier des partenaires industriels au Maghreb et en Afrique, de financer une première mission d'une Pmi française à l'étranger ainsi que des prestations d'assistance technique, de formation ou de transfert de technologies.

Par ailleurs, pour les prochaines rencontres partenariales tuniso-françaises à Tunis du 24 au 26 novembre 2005, l'Adeci propose aux PMI de Paca d'organiser, en collaboration avec la Chambre tuniso-française de commerce et d'industrie, un programme individuel de rendez-vous d'affaires avec des entreprises tunisiennes du même secteur d'activité. L'Adeci peut prendre également à sa charge le coût d'organisation de ces rencontres ainsi qu'un billet d'avion pour une personne.

► Rens. 04 91 14 42 28.

## Réunion du comité interministériel de la coopération internationale et du développement

Le troisième Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) qui s'est tenu le 18 mai a permis de rappeler que la France souhaite porter le niveau de l'aide publique au développement à 0,50 % du PIB en 2007 (de 0,32% en 2001 et 0,42 % en 2004 elle devrait atteindre 0,44 % en 2005 et 0,47 % en 2006) en particulier en direction de l'Afrique qui en absorbe les deux-tiers. Il a également souligné la montée en puissance des acteurs non gouvernementaux organisations non gouvernementales et des collectivités locales dans l'effort de solidarité internationale de la France. Il fait également le point sur la modernisation du dispositif français de coopération.

## Maroc : allier respect de l'environnement et rentabilité

**Éa** et son réseau d'experts de l'environnement et le Groupe eau pure, membre d'Éa, ont mené en parallèle deux programmes sur la rationalisation et la gestion de l'eau et le traitement des effluents industriels au Maroc. Deux démarches portées par un même paradoxe : si aucune réglementation ne contraint véritablement les industriels marocains à réaliser des économies d'eau ou à traiter leurs effluents, certains grands donneurs d'ordre internationaux leur imposent des cahiers des charges de plus en plus contraignants en matière de

qualité de production et de respect de l'environnement. Les démarches engagées par Éa d'un côté et le Groupe eau pure de l'autre avaient donc le même but : prouver aux industriels qu'il est possible de concilier respect de l'environnement et rentabilité de l'entreprise. Le programme du Groupe eau pure s'adressait à deux industriels de la filière textile, et a été mené sur financement du ministère de l'Industrie et des Finances français et à la demande du Centre technique du textile et de l'habillement marocain

L'action d'Éa était, elle,

initiée par le ministère de l'Industrie marocain et financée par le Service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France à Rabat. Pour les deux programmes, les résultats sont là, explique Éa : les experts français estiment que les gains réalisés en matière de productivité, de réduction de consommables (réactifs et eau) et même d'énergie dans certains cas, peuvent permettre un retour sur investissement rapide des unités de traitement des effluents et donc, à terme, allier respect de l'environnement et rentabilité de l'entreprise.

## Relancer l'économie en Méditerranée

**L**es premiers rendez-vous économiques de la Méditerranée, annoncés dans la lettre Medcoop n°31, se tiendront les 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2005 au Palais du Pharo sur le thème de "la relance économique en Méditerranée". Organisé par le Cercle des économistes et l'Institut de la Méditerranée et soutenu par la ville de Marseille, ce rendez-vous a pour objectif de réunir une centaine de personnes : représentants d'institutions internationales (Commission européenne, Banque mondiale, Banque européenne d'investissement), personnalités politiques

(premiers ministres, ministres et maires), économistes et chefs d'entreprises venant des deux rives de la Méditerranée. De leurs échanges et réflexions devraient sortir les pistes de travail pour relancer la dynamique des investissements au Sud.

Car à terme, l'essor des marchés du sud constituerait un débouché non négligeable pour les entreprises européennes. En particulier dans un contexte de croissance languissante des économies nationales, puisque elles réalisent sur ces marchés de meilleures performances qu'ailleurs dans le monde. Et cette

démarche permettra aussi de réaffirmer les valeurs communes aux citoyens du bassin afin de balayer les tentations nationalistes, racistes ou des extrémismes religieux.

Quatre thèmes seront principalement abordés : la cohérence économique de l'espace méditerranéen et son ancrage à l'Europe et à l'économie mondiale, les enjeux sectoriels et l'entreprise méditerranéenne ; les grands projets en méditerranée et enfin, le rôle des collectivités locales dans la construction euro-méditerranéenne.

► Rens. Christine Cuenca : 04 42 93 59 61.

## Foresterannée 2005

Foresterannée 2005, les Etats généraux de la forêt méditerranéenne, aura lieu à l'automne 2005, après une année de réunions préparatoires et de réflexion réunissant l'ensemble des personnes et institutions concernées par la politique forestière méditerranéenne. Ces réunions servent à rassembler les questions et réflexions de chacun sur les thèmes de Foresterannée 2005, afin de les synthétiser, et de les restituer auprès des décideurs lors de la manifestation finale à l'automne 2005, de manière à exprimer, d'un ton commun, fort et consensuel, les axes d'une politique forestière méditerranéenne. Autour d'un thème général, "La forêt méditerranéenne : un modèle pour les forêts françaises du XXI<sup>e</sup> siècle", trois axes seront plus particulièrement abordés : Les spécificités sociales et territoriales de la forêt méditerranéenne ; Où et comment se fait la politique de la forêt méditerranéenne, avec quels outils ? Quels axes pour une politique de la forêt méditerranéenne ?

Infos : [www.foret-mediterranenne.org/evts.htm](http://www.foret-mediterranenne.org/evts.htm).

Par ailleurs, les actes des "Assises varoises de la forêt méditerranéenne" (juin 2004) viennent de paraître. Pour en consulter le sommaire ou l'acquiescer : [www.foret-mediterranenne.org/revue.htm](http://www.foret-mediterranenne.org/revue.htm)

## Les aspects économiques de la politique de **voisinage en ligne**

Pour en savoir plus sur la dimension économique de la politique européenne de voisinage et sur la situation économique des pays concernés – y compris neuf Partenaires méditerranéens –, le document est consultable (ou à télécharger) sur le site de la Commission européenne : "European Neighbourhood Policy : Economic Review of ENP Countries" (160 pages, réalisées par la Direction générale des affaires économiques et financières).

[http://europa.eu.int/comm/economy\\_finance/publications/occasional\\_papers/occasionalpapers18\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/economy_finance/publications/occasional_papers/occasionalpapers18_en.htm)

## Le groupe d'Aix se penche sur le **désengagement de Gaza**

Réuni à Jérusalem en mars dernier, le Groupe d'Aix, présidé par le Pr. Gilbert Benhayoun de l'Université Paul Cézanne d'Aix-Marseille, s'est penché sur les risques et les opportunités liés au Plan de désengagement décidé unilatéralement par le gouvernement israélien. Dans un document rendu public fin mai, il note le potentiel d'un contexte positif pour le désengagement et la politique mutuellement affichée pour améliorer la situation économique dans les territoires palestiniens, ainsi que l'urgence de la ramener rapidement aux niveaux d'activités économiques antérieurs à 2000. Conscient des risques "très significatifs" liés à ce désenga-

gement, le Groupe souligne qu'il peut devenir une opportunité si un ensemble de conditions sont réunies.

Et notamment : la suppression des fermetures internes en Cisjordanie et Gaza, la création d'un lien économique sécurisé, efficace et fiable entre les deux territoires, l'établissement d'un "régime de frontière" sécurisé, rentable, efficace et systématisé. Il faudrait aussi revenir sur la décision, prévue dans le Plan, de ne plus faire appel à la main d'oeuvre palestinienne à partir de 2008, qui minerait sévèrement les efforts de relance. Par ailleurs, il existe un risque si le plan de désengagement s'éloigne du régime économique

actuel sans avancer de nouvelles dispositions permanentes, comme cela est stipulé dans la feuille de route économique dans laquelle il est censé s'intégrer selon ses partisans. Or il est important qu'il ne contredise pas les accords existants. Il ne faudrait pas qu'il crée, par exemple, des statuts économiques différents en Cisjordanie et à Gaza. A l'inverse, si les discussions dans le domaine économique et du commerce pour une structure indépendante, ont lieu pendant le processus de désengagement, elles fourniront des opportunités positives pour un rétablissement économique dans les territoires palestiniens.

► [www.aixgroup.u-3mrs.fr](http://www.aixgroup.u-3mrs.fr)

## Marseille organise la **rencontre euroméditerranéenne des médias**

Les 17 et 18 octobre, le Palais du Pharo accueillera la Rencontre euroméditerranéenne des médias sur le thème "journalistes et médias dans le partenariat euroméditerranéen". Organisée par le Conseil international de la ville de Marseille\*, qui avait déjà proposé une série de conférences débats en 2004, cette manifestation s'inscrit dans le cadre de 2005-Année de la Méditerranée et du dixième anniversaire du Processus de Barcelone. L'objectif est de réunir les éditorialistes des

onze pays méditerranéens et des 25 pays européens concernés. Et au delà de ces deux journées, créer un réseau de "lieux de savoir et de compétences" mis à disposition des professionnels des médias afin qu'ils disposent de plus d'éléments sur le partenariat euroméditerranéen (y travaillent la MMSH\*\*, IEP d'Aix, la faculté de Droit, CCIMP, l'IFRI, l'Institut du monde arabe...). Ce réseau, une fois créé sera "porté à la connaissance" des chefs d'Etats réunis à Barcelone en

novembre 2005. Il s'agit également d'associer les écoles de journalismes, celle de Marseille assurant la coordination, autour de la formation au partenariat euroméditerranéen.

\* La MMSH organisera dès 2006 un atelier annuel euroméditerranéen des médias.

\*\* Avec le soutien de la Commission européenne, du ministère des Affaires étrangères, de la Ville de Marseille, de la CCIMP, du Conseil régional Paca, Conseil général 13, Euroméditerranée et la Banque mondiale.

## L'Hôpital virtuel

euroméditerranéen confirmé à la Conférence Eumedis

L'objectif d'établir un hôpital virtuel euroméditerranéen a été confirmé à Amman mi-avril par les participants au programme régional Eumedis, financé par Meda et géré par l'Office de coopération EuropeAid. Ce projet s'appuie sur les résultats de plusieurs projets pilotes du programme Eumedis, surtout Emispher et Emphis dans le domaine de la santé, ainsi qu'Odiseame dans le domaine de l'éducation.

► [www.emispher.org](http://www.emispher.org)

► [www.eumedis.net](http://www.eumedis.net)

Le Comité Med a donné un avis favorable sur le Plan de financement régional **MEDA II** (1<sup>ère</sup> partie) pour 2005

155 M€ pour notamment contribuer au financement de facilités de capital-risque et au fonds de soutien à la FEMIP ou soutenir trois actions destinées à renforcer le dialogue entre les deux rives de la Méditerranée : le programme "Partenariat pour la paix" qui appuie des activités de la société civile israélienne et palestinienne, la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures et enfin le programme MEDPACT de partenariat entre villes du nord et du sud.

Mieux intégrer **les femmes méditerranéennes** à la vie économique

Les entreprises et organismes des Partenaires méditerranéens ainsi que les consortiums euroméditerranéens spécialisés dans les politiques d'égalité hommes-femmes peuvent recevoir un appui au titre du nouveau programme régional "Enhancing opportunities for Women in economic life" géré par l'Office de coopération EuropeAid (appel à propositions de 3,2 M€ qui couvre les mesures facilitant l'intégration des femmes dans la vie économique par des actions de sensibilisation des pouvoirs publics et de formation des associations des Partenaires méditerranéens).

La date limite de présentation des propositions est fixée au 8 juillet.

► <http://europa.eu.int/comm/europeaid/cgi/frame12.pl>

## La Commission interméditerranéenne de la CRPM plaide pour une **Europe plus solidaire**

La 17<sup>e</sup> assemblée plénière de la Commission inter méditerranéenne de la Conférence des régions périphériques maritimes (CRPM) s'est réunie le 6 juin à Valence (Espagne) sous la présidence de Michel Vauzelle, président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les participants ont notamment abordé les perspectives financières de l'Union européenne pour la période 2007-2013 et la future politique européenne de voisinage. Deux questions qui prennent un relief particulier après les non français et hollandais au Traité constitutionnel. Au-delà des choix respectifs par rapport au Traité, les membres de la Commission interméditerranéenne ont unanimement pris position en faveur d'une Eu-

rope plus solidaire et plus proche de ses citoyens.

Les Régions méditerranéennes ont réaffirmé leurs exigences en faveur d'un budget de l'Union à 1,24% du revenu national brut de l'Union européenne, avec un pourcentage pour la politique de cohésion à 0,41% du RNB. Un budget plus faible, à 1 % du RNB comme le souhaitent plusieurs Etats dont la France et l'Allemagne, menacerait particulièrement la poursuite de la politique régionale, et provoquerait une diminution des crédits dans deux domaines sensibles, ceux des transports et de la recherche.

Parmi les autres thèmes abordés : la dimension régionale de l'espace européen de la recherche, la participation méditer-

ranéenne au projet de la CRPM pour une Europe de la mer, le tourisme durable en Méditerranée, l'égalité des chances et des droits des femmes, les migrations méditerranéennes. Sur ce dernier point, la Commission a décidé d'adhérer au Réseau euroméditerranéen pour la protection des mineurs isolés (REMI), initiative lancée par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et qui réunit déjà plusieurs Régions françaises, italiennes, espagnoles et marocaines. A l'issue des travaux, Michel Vauzelle a été réélu vice-président de la Commission.

La Commission interméditerranéenne regroupe 45 régions d'Espagne, France, Grèce, Italie, Portugal, Chypre, Malte, Maroc, Tunisie.

## Bilan officiel du Processus de **Barcelone**

La 7<sup>e</sup> Conférence euroméditerranéenne des ministres des Affaires étrangères, tenue à Luxembourg les 30 et 31 mai ("Barcelone VII"), a permis aux ministres d'évaluer ce qui a été accompli à ce jour et de débattre d'orientations générales pour l'avenir du partenariat euroméditerranéen. Objectif : préparer la réunion extraordinaire à haut niveau qui aura lieu à Barcelone les 27 et 28 novembre 2005 pour le 10<sup>e</sup> anniversaire du partenariat et de définir un ensemble d'actions pour l'avenir. Le document publié contient une éva-

luation globale qui met en lumière les principales réalisations et insuffisances du partenariat euroméditerranéen, tandis que son annexe contient une description plus détaillée des actions entreprises dans le cadre des trois chapitres (politique, économique et social) de la déclaration de Barcelone depuis la réunion ministérielle de La Haye.

Auparavant, la Commission européenne avait adopté un programme de travail destiné à renforcer le Partenariat euroméditerranéen au cours des cinq prochaines années dans

trois domaines prioritaires : éducation, croissance économique durable et droits de l'homme/démocratie. Il couvre également les questions de justice, sécurité, liberté, notamment les migrations et l'insertion sociale, les questions de politique étrangère et de sécurité, notamment la lutte contre le terrorisme, les armes de destruction massive et le processus de paix au Moyen Orient, ainsi que le rôle de la société civile dans le partenariat.

► [http://europa.eu.int/comm/external\\_relations/euromed/publication.htm](http://europa.eu.int/comm/external_relations/euromed/publication.htm)

**Thierry Fabre**

Représentant pour la France de la Fondation Anna Lindh  
pour le dialogue entre les cultures



## Barcelone et la culture ?

# Un rendez-vous manqué !

*Le fondateur des Rencontres d'Averroès et de la revue La Pensée de Midi, dresse un bilan bien peu optimiste des dix années du Processus de Barcelone, mais aussi des possibilités, dans les conditions politiques actuelles, d'infléchir le mouvement.*

### Comment la culture a-t-elle été intégrée à Barcelone ?

Dès 1995, lors de la préparation du Processus de Barcelone, l'objectif d'une euroméditerranée culturelle visait à obtenir de véritables financements alors que le volet culture avait été rajouté au dernier moment. Au vu du document né du Forum civil de Barcelone, beaucoup de projets significatifs auraient pu voir le jour. Mais, paradoxalement, le démarrage du Processus a arrêté les projets existants de coopération décentralisée sans lancer les autres. Il faudra attendre trois à cinq ans après la signature de Barcelone pour voir démarrer Euromed héritage et Euromed audiovisuel.

### Qu'en est-il de la Fondation Anna Lindh ?

La Fondation Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures, inaugurée en avril 2005, naît lors de la Conférence de Valence. Elle représente la première réalisation commune, et la première institution au sud, en lien avec la bibliothèque Alexandrina. La promesse qu'elle constitue sera-t-elle tenue ? Elle est dotée de si peu de moyens et d'ambi-

tions si larges...

Pour l'instant, elle donne plutôt l'impression de permettre aux politiques de se dédouaner. Elle est en même temps très importante et très marginale au vu de son budget : 2 M€ par an rapportés à l'échelle de 35 pays ! Et seulement 5 M€ de l'Union européenne. Quant à son indépendance :

son conseil d'administration est constitué du Comité Euromed, alors que le processus de Barcelone devait favoriser les initiatives de la société civile... Avec des moyens, la Fondation

pourrait porter des projets significatifs, au moins une dizaine la première année, puis monter en charge progressivement en s'appuyant sur des acteurs compétents. A l'inverse, le risque est grand d'en faire une sorte d'Unesco ne s'intéressant qu'à quelques opérations phares.

### La culture a-t-elle finalement trouvé sa place

### dans Barcelone ?

Le troisième volet du dialogue aurait dû être le premier. Celui qui aurait pu définir une vision commune est resté assez incantatoire. Longtemps les acteurs ont attendu une action politique significative en la matière. Mais l'Europe, par rapport à la dimension culturelle, a été

un peu marchande d'illusions, n'en n'a pas vu la dimension stratégique et politique. Et malgré les attentats de New York et de Madrid, elle reste muette sur le monde méditerranéen.

Face à l'ambition de créer les conditions de projets communs, de définir les termes de la compréhension, des centaines d'opérateurs ne trouvent pas les moyens d'agir, et les artistes sont nombreux, au sud, qu'il faut aider à être des acteurs de l'ouverture face aux replis identitaires, à la montée de la peur et des menaces...

**“Je suis frappé  
par l'aveuglement  
historique dans  
les relations de  
l'Europe à la  
Méditerranée.”**

medcoop.com

La lettre des coopérations méditerranéennes

**Adresse**  
Medcoop - BP 30077  
13192 Marseille Cedex 20  
Tél. 0491 0598 92  
Courriel :  
medcoop@wanadoo.fr  
Web : www.medcoop.com

**Directeur de publication**  
Philippe Langevin  
**Réalisation Médi Infos**  
Christian Apothéloz  
**Rédaction**  
Anne-Françoise Robert  
**Mise en page** Laurent Dagany

**Conseil éditorial**  
Lahzar Banani, Daniel Omar  
Belli, Alain Guinebault,  
Claude Isakov, Lahoussain  
Jamal, Mohamed Khandriche,  
Jean-Baptiste Lanaspéze,  
Philippe Langevin, Pierre  
Lefevre, Daniel Orlando,

Christian Rey, Philippe  
Sanmarco, Jean-Claude  
Sitbon, Philippe Zanin

**Permanents Medcoop**  
Kader Bekkar, délégué général  
Sophie Muller, chargée de  
mission

Prix du numéro : 4,60 €  
Abonnement annuel  
6 numéros : 20 € TTC  
Abonnement de soutien :  
80 € TTC  
CPPAP : 0302 G 80421  
ISSN : 1626-0446

Dépôt légal :  
30 novembre 2004

Imprimeur :  
Imprimerie Schaffner  
10, bd Paumont  
13015 Marseille